

# LE SERVICE PUBLIC DE L'ORIENTATION

## L'orientation, un enjeu crucial pour assurer la réussite de tous les élèves

La question de l'orientation des élèves est un problème récurrent dans le système scolaire. Elle fait l'objet d'une demande forte des familles et peut être source d'échecs pour de nombreux jeunes, voire de décrochages et de sorties sans qualification. Il existe pourtant des moments importants consacrés à l'orientation : à la fin du collège, à l'issue de la 2<sup>nde</sup> générale et technologique ou de la 2<sup>nde</sup> professionnelle, en terminale.

Les nombreux dispositifs et outils à disposition des jeunes pour les aider dans leur orientation, décrits ci-dessous, représentent trop souvent un labyrinthe peu compréhensible et peu accessible, en particulier pour les jeunes des familles défavorisées. L'orientation à l'issue des conseils de classe ou des procédures d'affectation, fondée davantage sur des moyennes générales que sur une évaluation des compétences, est alors vécue comme une orientation par l'échec. Dans les faits, elle opère avant tout une sélection sociale : la voie professionnelle accueille en effet les élèves les plus en difficulté, mais aussi très majoritairement ceux issus des milieux les plus défavorisés. La mise en place récente du « parcours de découverte des métiers et des formations » (PDMF), qui concerne théoriquement tout collégien et lycéen dès la classe de 5<sup>e</sup>, n'a guère corrigé cet état de fait.

## Des acteurs multiples, un système complexe

Des acteurs et des outils nombreux et conséquents sont à la disposition des jeunes, de leurs familles et des établissements scolaires pour les informer, les accompagner et les conseiller sur leur orientation.

Les conseillers d'orientation-psychologues effectuent l'essentiel de leur travail dans les établissements scolaires, au contact des élèves et des personnels d'enseignement, d'éducation et de direction. Présents également dans les CIO, ils accueillent tout public en recherche d'information et dispensent des conseils et entretiens personnalisés. Ils participent également à la prévention et à la lutte contre le décrochage scolaire et les sorties sans qualification, en lien avec les établissements scolaires et les organismes chargés de l'insertion professionnelle des jeunes. Ils participent ainsi bien souvent, avec les acteurs locaux de la formation, de l'emploi et de l'insertion professionnelle, à la réflexion collective sur l'orientation, les parcours de formation et d'insertion professionnelle.

Un « service public d'orientation » (SPO) national a été mis en place en 2010. Il comprend des antennes territoriales, auxquelles le préfet attribue un label national : « Orientation pour tous ; pôle information et orientation sur les formations et les métiers ». Ces antennes territoriales

associent divers organismes locaux présents sur le territoire (par exemple un CIO de l'éducation nationale, un bureau d'information jeunesse, une mission locale, etc.) pour matérialiser le droit de toute personne à être informée, conseillée et accompagnée en matière d'orientation professionnelle. Ce service territorial est complété par une plate-forme téléphonique nationale (numéro d'appel unique) et un site internet. Pour le ministère de l'éducation nationale, les centres d'information et d'orientation (CIO) sont parties prenantes de tous les pôles « orientation pour tous » déjà labellisés, apportant ainsi au service public de l'orientation leur expertise sur le terrain des jeunes.

Éditeur public, l'Onisep produit et diffuse toute l'information sur les formations, les métiers, les secteurs professionnels et l'insertion professionnelle. Son site internet, riche et dynamique, constitue une source particulièrement abondante d'informations et de conseils pour les parents, les élèves et les équipes éducatives. Il est en adaptation constante aux besoins de l'orientation et s'appuie sur des bases de données reliées entre elles fournissant une information sur les formations et cursus de 600 métiers ; avec une géolocalisation cartographique des formations et des établissements.

Comment faire en sorte que les familles disposent effectivement des informations et des conseils les plus adaptés à la situation individuelle de leur enfant ?

## Établir un droit à un parcours de formation et de qualification

Afin que le droit à l'orientation s'exerce effectivement pour tous, il pourrait être établi comme un droit à un parcours individuel de formation et de qualification. Ce parcours pourrait être défini à chaque phase d'orientation, avec chaque élève, sous la responsabilité des personnes ressources de l'établissement de scolarisation et des dispositifs d'orientation académiques et régionaux.

Ce parcours pourrait être réexaminé et adapté aux différentes étapes de la scolarité des élèves, en lien avec les familles. Il prendrait appui sur le développement d'une démarche éducative développant, aux côtés d'un renforcement des dimensions d'information et de conseil, des activités éducatives organisées ainsi qu'un accompagnement personnalisé s'inscrivant dans la durée.

Comment mieux articuler le rôle des professionnels de l'orientation avec celui des enseignants qui évaluent et apprécient au quotidien les compétences et les aptitudes de l'élève, tout en associant étroitement les familles ?

## Un système d'orientation plus simple et plus efficace, avec les régions

Les régions, qui sont au plus près des offres de formation et des opportunités d'emploi des territoires et qui pilotent déjà des plates-formes régionales d'insertion et de lutte contre le décrochage, sont également au cœur des missions d'information et d'accompagnement des jeunes.

Comment mieux les associer ? Comment mettre en synergie des nombreux outils d'information et de conseil, de lutte contre le décrochage scolaire, de prévention et de traitement des sorties sans qualification, afin d'améliorer la lisibilité et l'efficacité globale du système d'orientation et de rendre effectif ce droit à un parcours individuel de formation et de qualification ? Quelles étapes clés définir dans le parcours des élèves ?

L'enjeu est ici de traduire l'engagement présidentiel de ne laisser aucun jeune entre 16 et 18 ans sans solution de formation, d'alternance ou de service civique.

Les jeunes et leurs familles attendent que nous leur offrions un service public d'orientation efficace, qui permette à chaque jeune de se construire progressivement un parcours individuel de formation et de qualification, compatible avec ses souhaits, ses choix, son mérite et ses compétences.